

Art. 3. Les contributions visées à l'article 1^{er} doivent être versées ou virées au numéro de compte postal BE94 6791 7491 1814 du Fonds pour Mousses, Vrijhavenstraat 5 à 8400 Ostende.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 24 mars 2017.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
J. SCHAUVLIEGE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2017/11629]

29 MARS 2017. — Décret relatif aux études de sciences médicales et dentaires (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions relatives aux études de sciences médicales et dentaires*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Ont seuls accès aux études de premier cycle en sciences médicales et aux études de premier cycle en sciences dentaires en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 107 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et qui sont porteurs d'une attestation de réussite délivrée à l'issue d'un examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, ci-après dénommé « examen d'entrée et d'accès ».

§ 2. A partir de l'année académique 2017-2018, le Gouvernement organise un examen d'entrée et d'accès.

Pour l'année académique 2017-2018, l'examen d'entrée et d'accès est organisé de manière centralisée le 8 septembre 2017. La date limite des inscriptions est fixée au 1^{er} août 2017 inclus. Pour des raisons de forces majeures dûment motivées, le Gouvernement peut déroger à ces dates.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès de manière centralisée ou au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement peut organiser l'examen d'entrée et d'accès une première fois durant la première quinzaine de juillet et une deuxième fois durant la période du 15 août au 15 septembre.

A partir de l'année académique 2018-2019, sur proposition de l'ARES, le Gouvernement arrête la ou les date(s) limite(s) des inscription(s) et la ou les date(s) des examens.

§ 3. Pour participer à cet examen d'entrée et d'accès, le candidat s'inscrit sur une plateforme informatique centralisée par l'ARES.

Le droit d'inscription à cet examen est fixé à 30,00 euros. Si l'examen est organisé deux fois par année académique, le droit d'inscription est perçu lors de chaque inscription à l'examen. Le droit d'inscription est versé à l'ARES et est remboursé par l'ARES au candidat moyennant une participation effective à l'examen d'entrée et d'accès.

Lors de cette inscription, le candidat indique :

1° son choix de filière (sciences médicales ou sciences dentaires);

2° s'il peut être considéré comme étudiant résident au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur. L'étudiant transmet les éléments qui permettent de déterminer sa qualité d'étudiant résident.

L'ARES vérifie, en collaboration avec les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, si l'étudiant peut être considéré comme étudiant résident. L'ARES transmet la liste des étudiants résidents et non-résidents inscrits à l'examen d'entrée et d'accès au jury de l'examen d'entrée et d'accès au plus tard le jour de l'organisation de l'examen d'entrée et d'accès.

Si l'examen est organisé de manière centralisée, le candidat précise l'institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires auprès de laquelle il souhaite poursuivre son inscription en cas de réussite.

Si l'examen est organisé au sein de chaque institution universitaire habilitée à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, le candidat précise l'institution universitaire auprès de laquelle il souhaite présenter l'examen d'entrée et d'accès. En cas de réussite, le candidat poursuit son inscription auprès de cette même institution universitaire.

Le candidat peut annuler son inscription à l'examen d'entrée et d'accès jusqu'à trois jours ouvrables avant la date de l'organisation de l'examen. Le droit d'inscription visé à l'alinéa 2 lui est alors remboursé par l'ARES.

§ 4. Si l'examen est organisé dans toutes les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires, après la date limite des inscriptions et avant l'organisation de l'examen, l'ARES transmet à ces institutions la liste des candidats inscrits à l'examen.

§ 5. Par dérogation au § 1^{er}, ont également accès aux études de premier cycle en sciences médicales et en sciences dentaires, les étudiants qui, pour obtenir un titre professionnel particulier, doivent, dans le cadre de leur cursus de master de spécialisation en sciences médicales ou sciences dentaires, suivre des enseignements de premier ou de deuxième cycle respectivement en sciences dentaires ou en sciences médicales.

§ 6. Les étudiants qui souhaitent s'inscrire aux études de premier et deuxième cycle en sciences médicales et dentaires, à l'exception des masters de spécialisation, et qui ont acquis ou valorisé des crédits sur base d'un grade académique pour l'obtention duquel la condition supplémentaire mentionnée au § 1^{er} n'est pas d'application, présentent l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 2. § 1^{er}. Il est créé pour l'ensemble des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et dentaires un jury de l'examen d'entrée et d'accès aux études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires de la Communauté française ci-après dénommé « jury de l'examen d'entrée et d'accès ».

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès est placé sous le contrôle d'un des commissaires ou délégués du Gouvernement désignés auprès d'une université. Le Gouvernement désigne, sur proposition de ces commissaires et délégués, le commissaire ou délégué chargé de ce contrôle.

§ 2. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès détermine les questions de l'examen et les modalités d'évaluation de celui-ci ainsi que les aménagements raisonnables visés par le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif.

§ 3. Le Gouvernement désigne les membres du jury de l'examen d'entrée et d'accès sur proposition des institutions universitaires visées au § 1^{er}. Ils sont désignés parmi les membres actifs ou émérites du corps académique des institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires. Ils sont au nombre de 10; soit 2 par institutions universitaires. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès dispose d'un Président et d'un Vice-Président. Le Vice-président du jury de l'examen d'entrée et d'accès assure la suppléance du Président. L'ARES assure le secrétariat du jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts, désignés sous sa responsabilité. Les inspecteurs de l'enseignement secondaire ordinaire exerçant les fonctions visées à l'article 28, 8°, 17°, 19° et 20°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques sont associés aux travaux du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Ils sont désignés sur proposition de l'inspecteur général coordonnateur, conjointement par le Ministre qui a l'Enseignement obligatoire dans ses attributions et le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions.

Les experts peuvent, sur demande du jury, assister avec voix consultative à la délibération du jury de l'examen d'entrée et d'accès. Les inspecteurs ne participent pas à la délibération de ce jury.

Le mandat des membres du jury de l'examen d'entrée et d'accès est d'une durée d'un an, renouvelable tacitement.

Le jury de l'examen d'entrée et d'accès arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 3. L'examen d'entrée et d'accès en sciences médicales et/ou dentaires est organisé sous forme d'épreuve écrite comportant deux parties et porte sur les matières suivantes :

Partie 1 : Connaissance et compréhension des matières scientifiques :

- a) Biologie;
- b) Chimie;
- c) Physique;
- d) Mathématiques.

Partie 2 : Communication et analyse critique de l'information :

- a) Evaluation des capacités de raisonnement, d'analyse, d'intégration, de synthèse, d'argumentation, de critique et de conceptualisation;
- b) Evaluation de la capacité à communiquer et à percevoir les situations de conflit ou potentiellement conflictuelles;
- c) Evaluation de la capacité de percevoir la dimension éthique des décisions à prendre et de leurs conséquences pour les individus et la société;
- d) Evaluation de la capacité à faire preuve d'empathie, de compassion, d'équité et de respect.

Sur proposition du jury de l'examen d'entrée et d'accès, le Gouvernement arrête le programme détaillé de l'examen.

Pour réussir l'examen d'entrée et d'accès, le candidat doit obtenir une moyenne d'au moins 10/20 pour chacune des parties, avec un minimum de 8/20 pour chaque matière composant les deux parties de l'examen. Afin d'obtenir la note globale, le jury de l'examen d'entrée et d'accès additionne les moyennes obtenues pour chaque partie.

Art. 4. § 1^{er}. L'ARES prend en charge la gestion et l'organisation matérielle et administrative de l'examen d'entrée visé à l'article 1^{er}, conformément aux missions fixées à l'article 21, 5°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

§ 2. Le jury de l'examen d'entrée et d'accès assume la responsabilité académique de l'examen.

Art. 5. A partir de l'année budgétaire 2017, il est alloué chaque année à l'ARES, une subvention globale annuelle de huit cents mille euros (800.000 euros) afin de lui permettre d'assurer la prise en charge de la gestion et l'organisation administrative et matérielle de l'examen d'entrée et du test d'orientation du secteur de la santé. Elle est indexée annuellement conformément à la formule prévue à l'article 29, § 4, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires. L'ARES peut allouer partie de ce montant aux universités concernées afin d'assurer l'organisation matérielle et logistique de l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 6. § 1^{er}. Au plus tard dans les 3 jours qui suivent la délibération, le Président du jury de l'examen d'entrée et d'accès communique aux candidats les résultats de l'examen par l'intermédiaire de l'ARES et transmet la liste des lauréats aux institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires.

Au plus tard dans les 10 jours qui suivent l'organisation de l'examen, le jury de l'examen d'entrée et d'accès délivre par l'intermédiaire de l'ARES aux candidats ayant réussi une attestation de réussite à l'examen d'entrée et d'accès. Sans préjudice des autres conditions d'accès, l'étudiant détenteur de cette attestation est inscrit auprès de l'institution universitaire identifiée lors de son inscription à l'examen conformément à l'article 1^{er}, § 3.

Cette attestation de réussite à l'examen est valable en vue d'une inscription pour la seule année académique suivante. Elle est personnelle et incessible. En cas de force majeure dûment apprécié par le jury de l'examen d'entrée et d'accès, cette attestation peut être valorisée au cours des deux années académiques consécutives.

§ 2. Lorsqu'il délibère, le jury de l'examen d'entrée et d'accès applique le dispositif suivant : par filière, il est établi un nombre T égal au nombre total de candidats ayant réussi l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} ainsi qu'un nombre NR par filière égal au nombre de candidats ayant réussi l'examen d'entrée et d'accès qui ne sont pas considérés comme étudiants résidents au sens de l'article 1^{er} du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur.

Lorsque le rapport entre ce nombre NR et le nombre T atteint un pourcentage supérieur à 30 %, un classement est effectué par le jury de l'examen d'entrée et d'accès au sein des candidats ayant réussi l'examen d'entrée qui ne peuvent pas être considérés comme étudiants résidents afin de désigner ceux auxquels une attestation de réussite sera délivrée. Le jury classe ces candidats dans l'ordre décroissant des notes globales obtenues par chacun des candidats à l'examen d'entrée et d'accès. Il octroie les attestations de réussite aux candidats ayant réussi l'examen d'entrée classés en ordre utile jusqu'à ce que la proportion de candidats qui ne peuvent pas être considérés comme étudiants résidents corresponde à 30% du nombre total de lauréats.

A l'issue de cette procédure, il est établi par filière un nombre L égal au nombre d'étudiants bénéficiant d'une attestation de réussite à l'examen.

Art. 7. Le candidat ne peut présenter l'examen d'entrée et d'accès qu'au cours d'une année académique dans les 5 années académiques qui suivent la date de première présentation de l'examen, sauf en cas de force majeure dûment apprécié par le jury de l'examen d'entrée et d'accès.

Art. 8. Pour les années académiques 2017-2018 et 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B, visé à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences médicales inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du premier cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c), d) et f), entre ces mêmes institutions selon la formule suivante : le nombre L relatif à la filière de sciences médicales, établi à l'article 6, § 2, est multiplié par les taux de répartition suivants :

- 1° Université de Liège : 20,88%;
- 2° Université catholique de Louvain : 27,06%;
- 3° Université libre de Bruxelles : 18,94%;
- 4° Université de Mons : 11,15%;
- 5° Université de Namur 21,97%.

Pour l'année académique 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier aux étudiants de premier cycle en sciences médicales ayant acquis au moins 45 crédits et qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences médicales.

Pour les années académiques 2020-2021 et 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C, visé à l'article 28 de la même Loi, est adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences médicales inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du deuxième cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, a), b), c) entre ces mêmes institutions selon les proportions suivantes :

- 1° Université de Liège : 22,55%;
- 2° Université catholique de Louvain : 49,97%;
- 3° Université libre de Bruxelles : 27,48%.

Pour l'année académique 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa quatre aux étudiants de deuxième cycle en sciences médicales ayant acquis au moins 45 crédits mais qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2022-2023, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa quatre à l'ensemble des étudiants inscrits en deuxième cycle d'études en sciences médicales.

Art. 9. Pour les années académiques 2017-2018 et 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B, visé à l'article 28 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est également adapté en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences dentaires inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du premier cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, *a), b), c)*, entre ces mêmes institutions selon la formule suivante : le nombre L relatif à la filière de sciences dentaires, établi à l'article 6, § 2, est multiplié par les taux de répartition suivants :

- 1° Université de Liège : 25,96%;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,69%;
- 3° Université libre de Bruxelles : 35,35%.

Pour l'année académique 2018-2019, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier aux étudiants de premier cycle en sciences dentaires ayant acquis au moins 45 crédits et qui ne sont pas en fin de cycle.

A partir de l'année académique 2019-2020, le calcul du nombre d'étudiants du groupe B de chaque institution est également adapté en appliquant la répartition prévue à l'alinéa premier à l'ensemble des étudiants inscrits en premier cycle d'études en sciences dentaires.

Pour l'année académique 2020-2021, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C, visé à l'article 28, est effectué en répartissant le nombre total d'étudiants en sciences dentaires inscrits à un programme d'étude contenant les 60 premiers crédits du deuxième cycle d'études dans les institutions universitaires visées à l'article 25, *a), b) et c)*, entre ces mêmes institutions selon les proportions suivantes :

- 1° Université de Liège : 22,41%;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,58%;
- 3° Université libre de Bruxelles : 39,01%.

A partir de l'année académique 2021-2022, le calcul du nombre d'étudiants du groupe C de chaque institution est effectué en appliquant la répartition prévue à l'alinéa 4 à l'ensemble des étudiants inscrits en deuxième cycle d'études en sciences dentaires.

Art. 10. Les mécanismes de financement visés aux articles 8 et 9 sont d'application jusqu' en 2026.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives et transitoires*

Art. 11. L'article 110/3, § 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences médicales est réparti comme suit : 135 attestations à l'Université de Liège, 176 attestations à l'Université catholique de Louvain, 123 attestations à l'Université libre de Bruxelles, 72 attestations à l'Université de Mons et 143 attestations à l'Université de Namur.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour l'année académique 2016-2017, le nombre d'attestation d'accès à la suite du programme du cycle en sciences dentaires est réparti comme suit : 23 attestations à l'Université de Liège, 34 attestations à l'Université catholique de Louvain et 32 attestations à l'Université libre de Bruxelles. ».

Art. 12. Par dérogation à l'article 110/2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les étudiants inscrits dans un programme comprenant les 60 premiers crédits du premier cycle en sciences médicales et dentaires durant l'année académique 2015-2016 ayant acquis au moins 45 crédits des 60 premiers crédits du programme d'études de premier cycle et ayant présenté l'épreuve du concours visée à l'article 110/4 du décret du 7 novembre 2013 précité peuvent inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales et dentaires.

Art. 13. Les étudiants inscrits aux études de premier cycle en sciences médicales et dentaires avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'ont pas obtenu l'attestation d'accès à la suite du programme du cycle délivrée à l'issue du concours doivent présenter un examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1^{er} afin de pouvoir inscrire dans leur programme d'études les unités d'enseignement de la suite du programme du premier cycle en sciences médicales et dentaires.

En vue de l'inscription de ces étudiants à l'examen d'entrée et d'accès, chaque institution universitaire habilitée à organiser et organiser des études de premier cycle en sciences médicales et/ou des études de premier cycle en sciences dentaires transmet, pour le 31 juillet 2017 au plus tard, la liste des étudiants inscrits lors de l'année académique 2016-2017 en sciences médicales et dentaires à l'ARES. Ils sont réputés inscrits à l'examen d'entrée et d'accès. Par dérogation à l'article 1^{er}, § 3, ils sont dispensés du paiement du droit d'inscription à l'examen.

Art. 14. Pour l'année académique 2016-2017, les attestations visées à l'article 110/4, § 2, du décret du 7 novembre 2013 sont délivrées par le jury au plus tard le 5 septembre 2017.

CHAPITRE III. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 15. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur, les mots « à l'exception des 4^o et 5^o » sont insérés entre les mots « et pour chacun des cursus visés à l'article 3, » et les mots « il est établi un nombre T ».

Art. 16. A l'article 5 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur les modifications suivantes sont apportées :

1° entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation, les étudiants qui introduisent une demande d'inscription dans un cursus visé à l'article 3, 4^o et 5^o, introduisent leur demande d'inscription selon les modalités prévues par les institutions universitaires. »;

2° à l'alinéa 4, les mots « à l'exception des 4^o et 5^o » sont insérés entre les mots « cursus visés à l'article 3, » et les mots « au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable ».

Art. 17. Dans le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les modifications suivantes sont apportées :

1° la section I/1, intitulée « Dispositions particulières relatives aux études en sciences médicales et en sciences dentaires » composée des articles 110/1 à 110/7 est abrogée, à l'exception des alinéas 2 à 7 de l'article 110/1, § 1^{er}, et l'article 110/2 qui reste en vigueur pour l'année académique 2017-2018;

2° à l'article 110/1, § 1^{er}, alinéa 2, les mots « ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite » sont remplacés par les mots « Il est organisé un test d'orientation du secteur de la santé en sciences vétérinaires, organisé sous forme d'épreuve écrite. »;

3° l'article 150, § 2, est abrogé.

Art. 18. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2017 à l'exception des articles 11, 12 et 14 qui produisent leurs effets pour l'année académique 2016-2017 et les articles 15 à 17 qui entrent en vigueur pour l'année académique 2017-2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 mars 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances,

I. SIMONIS

—
Note

(1) *Session 2016-2017.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 410-1. — Amendements en commission, n° 410-2. — Rapport, n°410-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 29 mars 2017.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/11629]

29 MAART 2017. — Decreet betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde*

Artikel 1. § 1 Hebben alleen toegang tot de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en tot de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde met het oog op het behalen van de graad die ze bekrachtigt, de studenten die voldoen aan de algemene voorwaarden voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld in artikel 107 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, en die houder zijn van een slaagattest, uitgereikt na een ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde, hierna "ingangs- en toelatingsexamen" genoemd.

§ 2. Vanaf het academiejaar 2017-2018, organiseert de Regering een ingangs- en toelatingsexamen.

Voor het academiejaar 2017-2018, wordt het ingangs- en toelatingsexamen op gecentraliseerde wijze op 8 september 2017 georganiseerd. De uiterste inschrijvingsdatum wordt op 1 augustus 2017 vastgesteld. Wegens behoorlijk met redenen omklede overmacht, kan de Regering van die datums afwijken.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES ("Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur") (Académie Onderzoek en Hoger Onderwijs), kan de Regering het ingangs- en toelatingsexamen organiseren op gecentraliseerde wijze of binnen elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES, kan de Regering het ingangs- en toelatingsexamen een eerste keer gedurende de eerste veertien dagen van juli en een tweede keer gedurende de periode van 15 augustus tot 15 september organiseren.

Vanaf het academiejaar 2018-2019, op de voordracht van de ARES, stelt de Regering de uiterste inschrijvingsdatum(s) en de examendatum(s) vast.

§ 3. Om aan dat ingangs- en toelatingsexamen deel te nemen, schrijft de kandidaat zich in op een computerplatform dat door de ARES wordt gecentraliseerd.

Het inschrijvingsrecht voor dat examen wordt op 30,00 euro vastgesteld. Indien het examen twee keer per academiejaar wordt georganiseerd, wordt het inschrijvingsrecht bij elke inschrijving voor het examen gevorderd. Het inschrijvingsgeld wordt aan de ARES betaald en wordt door de ARES aan de kandidaat terugbetaald op voorwaarde dat deze aan het ingangs- en toelatingsexamen werkelijk deelneemt.

Bij die inschrijving vermeldt de kandidaat :

1° de keuze van de studierichting (geneeskunde of tandheelkunde);

2° of hij als verblijvende student kan worden beschouwd in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs. De student bezorgt de gegevens waardoor zijn hoedanigheid van verblijvende student kan worden bewezen.

Samen met de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, kijkt de ARES na of de student als verblijvende student kan worden beschouwd. De ARES zendt de lijst van verblijvende studenten en niet verblijvende studenten die voor het ingangs- en toelatingsexamen ingeschreven zijn naar de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen uiterlijk de dag waarop het ingangs- en toelatingsexamen wordt georganiseerd.

Indien het examen op gecentraliseerde wijze wordt georganiseerd, vermeldt de kandidaat de universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, waarin hij zijn studie wenst voort te zetten als hij slaagt.

Indien het examen wordt georganiseerd binnen elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, vermeldt de kandidaat de universitaire instelling waarin hij het ingangs- en toelatingsexamen wenst af te leggen. Als hij slaagt, zet de kandidaat zijn studie voort bij dezelfde universitaire instelling.

De kandidaat kan zijn inschrijving vóór het ingangs- en toelatingsexamen intrekken tot uiterlijk drie werkdagen vóór de datum van het examen. Het in het tweede lid bedoelde inschrijvingsgeld wordt hem dan door de ARES terugbetaald.

§ 4. Indien het examen wordt georganiseerd in alle universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, zendt de ARES, na de uiterste inschrijvingsdatum en vóór de organisatie van het examen, naar die instellingen de lijst van de kandidaten die voor het examen ingeschreven zijn.

§ 5. In afwijking van § 1, worden ook tot de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en tot de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde toegelaten, de studenten die, om een bijzondere beroepstitel te behalen, in het kader van hun cursus master specialisatie in de geneeskunde of in de tandheelkunde, het onderwijs van de eerste cyclus of de tweede cyclus respectief in de tandheelkunde of in de geneeskunde moeten volgen.

§ 6. De studenten die zich voor de studie van de eerste cyclus en de tweede cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde wensen in te schrijven, met uitzondering van de master specialisatie, en die studiepunten hebben verworven of opgeteld op grond van een academische graad voor de verwerving waarvan de in § 1 vermelde bijkomende voorwaarde niet van toepassing is, leggen het ingangs- en toelatingsexamen af.

Art. 2. § 1. Voor alle universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren, wordt een examencommissie opgericht voor het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde van de Franse Gemeenschap, hierna "examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen" genoemd.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen staat onder toezicht van één van de commissarissen of afgevaardigden van de Regering die bij een universiteit worden aangewezen. De Regering wijst, op de voordracht van die commissarissen en afgevaardigden, de commissaris of afgevaardigde belast met dat toezicht aan.

§ 2. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen bepaalt de vragen van het examen en de nadere regels voor de evaluatie ervan, alsook de redelijke aanpassingen bedoeld bij het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs.

§ 3. De Regering wijst de leden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen aan, op de voordracht van de in § 1 bedoelde universitaire instellingen. Ze worden aangewezen uit de werkende of emeritus leden van het academisch corps van de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren. Hun aantal is 10; dit is 2 per universitaire instelling. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen heeft een voorzitter en een ondervoorzitter. De ondervoorzitter van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen kan de voorzitter vervangen. De ARES neemt het secretariaat van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen waar.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen kan zich, in het kader van haar opdrachten, laten bijstaan door deskundigen die onder haar verantwoordelijkheid worden aangewezen. De inspecteurs van het gewoon secundair onderwijs die de functies uitoefenen die bedoeld zijn in artikel 28, 8°, 17°, 19° en 20°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs nemen deel aan de werkzaamheden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen. Ze worden, op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, gezamenlijk door de minister van leerplichtonderwijs en de minister van hoger onderwijs aangewezen.

Op verzoek van de examencommissie, kunnen de deskundigen de beraadslaging van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen met adviserende stem bijwonen. De inspecteurs nemen geen deel aan de beraadslaging van die examencommissie.

Het mandaat van de leden van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen duurt één jaar en wordt stilzwijgend hernieuwd.

De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt dit aan de Regering ter goedkeuring voor.

Art. 3. Het ingangs- en toelatingsexamen voor de studie geneeskunde en/of de studie tandheelkunde wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd, bestaande uit twee delen, en heeft betrekking op de volgende vakken :

Deel 1 : kennis en begrip van wetenschappelijke vakken :

- a) biologie;
- b) scheikunde;
- c) natuurkunde;
- d) wiskunde.

Deel 2 : communicatie en kritische analyse van informatie :

- a) evaluatie van de bekwaamheid op het vlak van redenering, analyse, integratie, synthese, argumentatie, kritische zin en conceptualisering;
- b) evaluatie van de bekwaamheid om te communiceren en om de conflictueuze of potentieel conflictueuze situaties gewaar te worden;
- c) evaluatie van de bekwaamheid om de ethische dimensie van de te nemen beslissingen en de gevolgen ervan voor de individuele personen en de samenleving gewaar te worden;
- d) evaluatie van de bekwaamheid tot empathie, medelijden, rechtvaardigheid en respect.

Op de voordracht van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen, stelt de Regering het gedetailleerde programma van het examen vast.

Om voor het ingangs- en toelatingsexamen te slagen, moet de kandidaat een gemiddelde van minstens 10/20 voor elk deel behalen, met minstens 8/20 voor elk onderdeel van beide delen van het examen. Om het globale cijfer te krijgen, telt de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen de voor elk deel gekregen gemiddelden op.

Art. 4. § 1. De ARES zorgt voor het beheer en de materiële en administratieve organisatie van het in artikel 1 bedoelde ingangsexamen, overeenkomstig de opdrachten die bepaald zijn in artikel 21, 5°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

§ 2. De examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen neemt de academische verantwoordelijkheid voor het examen op.

Art. 5. Vanaf het begrotingsjaar 2017 wordt elk jaar een globale subsidie van achthonderdduizend euro (800.000 euro) aan de ARES toegekend, met het oog op het beheer en de administratieve en materiële organisatie van het ingangsexamen en de oriëntatietest voor de gezondheidssector. Ze wordt jaarlijks geïndexeerd overeenkomstig de formule die bepaald is in artikel 29, § 4, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling. De ARES kan een deel van dat bedrag aan de betrokken instellingen toekennen met het oog op de materiële en logistieke organisatie van het ingangs- en toelatingsexamen.

Art. 6. § 1. Uiterlijk binnen de 3 dagen volgend op de beraadslaging, deelt de voorzitter van de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen de kandidaten de resultaten van het examen door toedoen van de ARES mee, en zendt de lijst van de geslaagden naar de universitaire instellingen die ertoe worden gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of de studie van de eerste cyclus in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseren.

Uiterlijk binnen de 10 dagen volgend op de organisatie van het examen, reikt de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen door toedoen van de ARES aan de kandidaten die geslaagd zijn een attest uit dat het bewijs levert dat ze voor het ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn. Onverminderd de andere toelatingsovereenkomsten, wordt de student die houder is van dat attest ingeschreven bij de universitaire instelling die werd vastgesteld bij zijn inschrijving voor het examen overeenkomstig artikel 1, § 3.

Dat attest van slagen voor het examen geldt alleen voor het onmiddellijk hierop volgende academiejaar. Het is persoonlijk en niet overdraagbaar. Bij overmacht, behoorlijk vastgesteld door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen, kan dat attest geldig worden gemaakt voor de twee volgende academiejaren.

§ 2. Wanneer de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen beraadslaagt, past ze het volgende stelsel toe : voor elke studierichting wordt een T-aantal bepaald, gelijk aan het totale aantal kandidaten die voor het in artikel 1 bedoelde ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn alsook een NV-aantal voor elke studierichting, gelijk aan het aantal kandidaten die voor het ingangs- en toelatingsexamen geslaagd zijn en die niet beschouwd worden als verblijvende studenten in de zin van artikel 1 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs.

Wanneer de verhouding tussen dat NV-aantal en het T-aantal een percentage bereikt dat hoger is dan 30 %, wordt een rangschikking door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen uitgevoerd onder de kandidaten die voor het ingangsexamen geslaagd zijn en die niet als verblijvende studenten kunnen worden beschouwd, om de kandidaten aan te wijzen aan wie een slaagattest zal worden uitgereikt. De examencommissie rangschikt die kandidaten in dalende volgorde van de globale cijfers die worden behaald door elk van de kandidaten voor het ingangs- en toelatingsexamen. Ze kent de slaagattesten toe aan de kandidaten die voor het ingangsexamen geslaagd zijn en die batig gerangschikt zijn, totdat het percentage van kandidaten die niet als verblijvende studenten kunnen worden beschouwd 30 % uitmaakt van het totaal aantal geslaagden.

Op het einde van die procedure, wordt voor elke studierichting een G-aantal vastgesteld, gelijk aan het aantal studenten die houder zijn van een attest van slagen voor het examen.

Art. 7. De kandidaat kan het ingangs- en toelatingsexamen alleen afleggen gedurende een academiejaar binnen de 5 academiejaren volgend op de datum waarop het examen voor de eerste keer werd afgelegd, behoudens overmacht die door de examencommissie voor het ingangs- en toelatingsexamen behoorlijk wordt vastgesteld.

Art. 8. Voor de academiejaren 2017-2018 en 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, aangepast, door het totale aantal studenten in de geneeskunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b), c) en f), over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende formule : het G-aantal betreffende de studierichting geneeskunde, vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt vermenigvuldigd met de volgende verdelingspercentages :

- 1. Université de Liège : 20,88 %;
- 2. Université catholique de Louvain : 27,06 %;

3. Université libre de Bruxelles : 18,94 %;
4. Université de Mons : 11,15 %;
5. Université de Namur : 21,97 %.

Voor het academiejaar 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de eerste cyclus in de geneeskunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven en zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2019-2020, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de eerste cyclus in de geneeskunde.

Voor de academiejaren 2020-2021 en 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C, bedoeld in artikel 28 van die zelfde wet, aangepast, door het totale aantal studenten in de geneeskunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de 60 eerste studiepunten van de tweede studiecycclus in de in artikel 25, a), b), c) bedoelde universitaire instellingen te verdelen over die zelfde instellingen volgens de volgende percentages :

- 1° Université de Liège : 22,55 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 49,97 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 27,48 %.

Voor het academiejaar 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de tweede cyclus in de geneeskunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven maar die zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2022-2023, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de tweede cyclus in de geneeskunde.

Art. 9. Voor de academiejaren 2017-2018 en 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van groep B, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, eveneens aangepast, door het totale aantal studenten in de tandheelkunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b), c) , over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende formule : het G-aantal betreffende de studierichting tandheelkunde, vastgesteld in artikel 6, § 2, wordt vermenigvuldigd met de volgende verdelingspercentages :

- 1° Université de Liège : 25,96 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,69 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 35,35 %.

Voor het academiejaar 2018-2019, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling eveneens aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op de studenten van de eerste cyclus in de tandheelkunde die minstens 45 studiepunten hebben verworven en die zich niet op het einde van de cyclus bevinden.

Vanaf het academiejaar 2019-2020, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep B van elke instelling eveneens aangepast, door de in het eerste lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de eerste cyclus in de tandheelkunde.

Voor het academiejaar 2020-2021, wordt de berekening van het aantal studenten van groep C, bedoeld in artikel 28 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, verricht, door het totale aantal studenten in de tandheelkunde die ingeschreven zijn voor een studieprogramma houdende de eerste 60 studiepunten van de tweede cyclus van de studie in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 25, a), b) en c) , over die zelfde instellingen te verdelen volgens de volgende verdelingspercentages :

- 1° Université de Liège : 22,41 %;
- 2° Université catholique de Louvain : 38,58 %;
- 3° Université libre de Bruxelles : 39,01 %.

Vanaf het academiejaar 2021-2022, wordt de berekening van het aantal studenten van de groep C van elke instelling eveneens aangepast, door de in het vierde lid bedoelde verdeling toe te passen op alle studenten van de tweede cyclus in de tandheelkunde.

Art. 10. De in de artikelen 8 en 9 bedoelde financieringsstelsels zijn van toepassing tot 2026.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigings- en overgangsbepalingen*

Art. 11. Artikel 110/3, § 2, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

“In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de geneeskunde verdeeld als volgt : 135 attesten voor de “Université de Liège”, 176 attesten voor de “Université catholique de Louvain”, 123 attesten voor de “Université libre de Bruxelles”, 72 attesten voor de “Université de Mons” en 143 attesten voor de “Université de Namur”.

In afwijking van het eerste lid, voor het academiejaar 2016-2017, wordt het aantal attesten voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus in de tandheelkunde verdeeld als volgt : 23 attesten voor de “Université de Liège”, 34 attesten voor de “Université catholique de Louvain”, en 32 attesten voor de “Université libre de Bruxelles”.

Art. 12. In afwijking van artikel 110/2 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, kunnen de studenten die ingeschreven zijn voor een programma houdende de eerste 60 studiepunten van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde gedurende het academiejaar 2015-2016 en die minstens 45 studiepunten van de eerste 60 studiepunten van het studieprogramma van de eerste cyclus hebben verworven en die de proef van het vergelijkend examen bedoeld in artikel 110/4 van het voormelde decreet van 7 november 2013 hebben afgelegd, in hun studieprogramma de onderwijseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de geneeskunde en de tandheelkunde opnemen.

Art. 13. De studenten die ingeschreven zijn voor de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde vóór de inwerkingtreding van dit decreet en die geen attest voor toelating tot het vervolg van het programma van de cyclus, uitgereikt op het einde van het vergelijkend examen, hebben bekomen, moeten het in artikel 1 bedoelde ingangs- en toelatingsexamen afleggen om in hun studieprogramma de onderwijsseenheden van het vervolg van het programma van de eerste cyclus in de geneeskunde en in de tandheelkunde op te kunnen nemen.

Met het oog op de inschrijving van die studenten voor het ingangs- en toelatingsexamen, zendt elke universitaire instelling die ertoe wordt gemachtigd de studie van de eerste cyclus in de geneeskunde en/of in de tandheelkunde te organiseren en deze organiseert, voor uiterlijk 31 juli 2017, de lijst van de studenten die gedurende het academiejaar 2016-2017 ingeschreven waren in de geneeskunde en in de tandheelkunde, naar de ARES. Ze worden geacht ingeschreven te zijn voor het ingangs- en toelatingsexamen. In afwijking van artikel 1, § 3, worden ze vrijgesteld van de betaling van het geld van de inschrijving voor het examen.

Art. 14. Voor het academiejaar 2016-2017, worden de attesten bedoeld in artikel 110/4, § 2, van het decreet van 7 november 2013 door de examencommissie uiterlijk op 5 september 2017 uitgereikt.

HOOFDSTUK III. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 15. In artikel 4, eerste lid, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, worden de woorden “met uitzondering van 4° en 5°” ingevoegd tussen de woorden “voor iedere cursus bedoeld bij artikel 3”, en de woorden “wordt een aantal T bepaald”.

Art. 16. In artikel 5 van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen het eerste lid en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : “Bij afwijking daarvan, dienen de studenten die een aanvraag om inschrijving in een cursus bedoeld in artikel 3, 4° en 5° indienen, hun aanvraag om inschrijving in volgens de regels die door de universitaire instellingen nader bepaald worden.”;

2° in het vierde lid worden de woorden “met uitzondering van 4° en 5°” ingevoegd tussen de woorden “voor een van de cursussen bedoeld bij artikel 3” en de woorden “ten laatste”.

Art. 17. In het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° afdeling I/1 “Bijzondere bepalingen betreffende de studies medische wetenschappen en tandheelkundige wetenschappen” bestaande uit de artikelen 110/1 tot 110/7 wordt opgeheven, met uitzondering van het eerste tot zevende lid van artikel 110/1, § 1, en artikel 110/2, dat voor het academiejaar 2017-2018 geldig blijft;

2° in artikel 110/1, § 1, tweede lid, worden de woorden “Die test wordt in de vorm van een schriftelijke proef georganiseerd” vervangen door de woorden “Er wordt een oriëntatietest in de gezondheidssector in de diergeneeskunde georganiseerd in de vorm van een schriftelijke proef.”;

3° artikel 150, § 2, wordt opgeheven.

Art. 18. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017, met uitzondering van de artikelen 11, 12 en 14, die voor het academiejaar 2016-2017 uitwerking hebben, en van de artikelen 15 tot 17, die voor het academiejaar 2017-2018 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 29 maart 2017.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

(1) *Zitting 2016-2017.*
Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 410-1.— Commissieamendementen, nr. 410-2. — Verslag, nr. 410-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 29 maart 2017.